

Les relations commerciales déjà existantes sont la meilleure base pour la création de nouvelles relations et l'instauration d'échanges. Il est primordial que le Canada table sur sa réputation de fournisseur fiable de matières premières et l'améliore encore. Les Japonais pourraient alors être tentés de s'intéresser au Canada pour leurs besoins additionnels en métal. Dans certains cas, les Japonais pourraient être prêts à étudier la possibilité de remplacer leur propre production de ces métaux quand elle est grande consommatrice d'énergie ou pose des problèmes environnementaux.

À court terme, le programme d'action pour ce secteur revient surtout à poursuivre la gamme actuelle d'activités.

- i) Suivre le développement industriel et les politiques gouvernementales, au Japon et au Canada, qui pourraient offrir davantage de possibilités pour augmenter les exportations de produits plus transformés ou pour améliorer les ressources au Canada avant de les exporter. (Ambassade)
- ii) Continuer à avoir des relations étroites avec les consommateurs japonais et avec les fournisseurs canadiens et promouvoir les politiques canadiennes sur le commerce et sur les investissements permettant de transformer davantage les ressources. (Ambassade)
- iii) Continuer le dialogue de gouvernement à gouvernement par l'intermédiaire du Groupe de travail sur le traitement des ressources. Un objectif important est de fournir des renseignements et des données détaillés et bien adaptés aux besoins pour générer un plus grand intérêt et une plus grande acceptation pour le traitement plus poussé des ressources au Canada. Il faudra tenir les Japonais informés des politiques des gouvernements fédéral et provinciaux en ce qui concerne l'investissement, le développement des ressources et les politiques d'exportation qui y sont rattachées. (Ambassade/DOJ)
- iv) Continuer à promouvoir le dialogue dans le secteur privé, grâce aux réunions du Comité canado-japonais de coopération des affaires qui est responsable de traitements plus poussés et d'entreprises en coparticipation. (Ambassade/DOJ)